

# Migration, l'Union resserre les boulons

• Les dirigeants européens se sont réunis pour tenter d'aplanir leurs divergences.

• Et discuter prévention via notamment le renforcement de l'aide humanitaire dans les pays voisins de la Syrie.

• Le modèle communautaire est bousculé par des pays d'Europe centrale et orientale.

## Après l'urgence, le préventif

**L**e volet "solidarité" dans l'accueil des réfugiés ayant été réglé ou presque... la veille par leurs ministres de l'Intérieur, les chefs d'Etat et de gouvernement européens, réunis en sommet extraordinaire à Bruxelles, ont pu se concentrer ce mercredi sur deux autres facettes de la réponse qu'ils entendent apporter à la crise migratoire, à savoir l'aide humanitaire et la fermeté.

Afin d'endiguer le flux de demandeurs d'asile à la source, les dirigeants européens se sont en effet penchés sur une série de propositions visant à renforcer les moyens d'assistance alloués aux pays voisins de la Syrie. La Turquie, le Liban et la Jordanie abritent en effet plusieurs camps où sont massés quatre millions d'exilés syriens dans des conditions déplorable (lire aussi ci-contre).

En préambule à cette réunion, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a enjoint les Etats membres à mettre fin au petit jeu des récriminations mutuelles et à s'unir pour apporter des réponses de long terme à un problème qui risque d'occuper les Européens pendant quelques années encore. Un appel, repris par plusieurs chefs de gouvernement, mais qui n'a sans doute pas suffi à mettre un terme aux sérieuses tensions apparues entre un groupe de pays de l'Est – la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque et la Roumanie – et les autres Etats membres. Très remonté, le Premier ministre slovaque social-démocrate Robert Fico a ainsi annoncé que son pays contesterait devant la justice européenne le fait de devoir accueillir quelques centaines de réfugiés. Son collègue hongrois Viktor Or-

ban, adepte d'une ligne très dure face aux flux migratoires, a pour sa part gentiment fustigé la tentation "d'impérialisme moral" qu'il prête à l'Allemagne. Et de souligner que la Hongrie se bornait à appliquer les règles de Schengen afin d'assurer la sécurité des frontières extérieures de l'UE.

### Musculation

En écho à ces déclarations, le président français a de son côté déclaré que les pays qui ne partagent pas les valeurs de l'Europe "doivent se poser la question de leur présence au sein de l'Union". A son arrivée, le Premier ministre belge, Charles Michel, a pour sa part indiqué qu'il entendait que certains Etats membres cessent de considérer "l'Europe comme un Mister Cash" quand ça les arrange, tout en refusant "de mettre en œuvre les décisions prises collectivement". Voilà pour la musculation. Dans les faits, "l'ambiance était plutôt bonne" lors du traditionnel repas du soir, glisse un diplomate européen.

Les Vingt-huit devaient également débattre d'une série de mesures visant à renforcer les frontières extérieures de l'Europe, en s'appuyant sur une agence Frontex remodelée pour devenir un véritable corps européen de garde-côtes et de garde-frontières, comme le suggère la Commission. Les moyens d'aider les pays des Balkans confrontés à des flux de réfugiés, mais aussi de renforcer les procédures d'enregistrement et d'identification des migrants afin d'accélérer le renvoi des personnes ne pouvant prétendre au statut de réfugié figuraient aussi au menu. Des sujets théoriquement moins conflictuels.

Gilles Toussaint

**Les Vingt-huit devaient également débattre d'une série de mesures visant à renforcer les frontières extérieures de l'Europe.**

## 19

### ÉTATS MEMBRES RAPPELÉS À L'ORDRE

La Commission a annoncé mercredi qu'elle avait ouvert une procédure d'infraction en lien avec le droit d'asile à l'encontre de 19 pays. La Belgique est notamment épinglée pour ne pas avoir notifié à Bruxelles la manière dont les règles communautaires concernant l'attribution du droit d'asile et celles relatives à l'accueil des réfugiés ont été transposées dans la législation belge.

**"Le plus important est qu'il n'y ait pas d'impérialisme moral."**

### VIKTOR ORBAN

Fidèle à sa ligne de conduite, le Premier ministre hongrois a une nouvelle fois pris pour cible la politique d'ouverture mise en œuvre par Angela Merkel face à la crise migratoire.

Opposé aux quotas d'accueil entre Etats membres, Viktor Orban reproche à Berlin d'avoir créé un appel d'air en ouvrant les frontières du pays aux demandeurs d'asile. Si l'Allemagne est en droit de "définir des exigences morales", celles-ci ne doivent valoir que pour elle-même, a-t-il souligné.

**Épinglé****Les Européens récoltent un peu la monnaie de leur pièce**

**“On n’a qu’à les aider sur place.”** Entendue dans plusieurs capitales européennes, en particulier celles des pays les plus hostiles à l’accueil des demandeurs d’asile, cette antienne non dénuée de bon sens se heurte toutefois à la réalité des chiffres. La Commission européenne a ainsi invité mercredi les Etats membres à revoir d’urgence leur contribution au Programme alimentaire mondial (Pam) et à d’autres agences des Nations unies (dont le Haut-commissariat aux réfugiés) actives dans les pays voisins de la Syrie pour venir en aide aux réfugiés. Celles-ci ont tiré le signal d’alarme. L’afflux actuel des demandeurs d’asile vers l’Europe est en effet en partie lié à la dégradation des conditions de vie dans ces camps, faute de moyens financiers suffisants alloués à ces programmes.

Or, relève la Commission, entre 2014 et 2015, les Vingt-huit

dans leur ensemble ont fortement diminué les aides financières destinées au Pam – de 40 % en moyenne. A titre d’exemple, la contribution belge est passée d’un peu plus de 20 millions d’euros fin 2014 à moins de 10 millions à ce jour. Certains Etats l’ont même ramenée à zéro, arguant d’une situation budgétaire difficile ou d’efforts consentis par ailleurs. La Commission a donc annoncé qu’elle entendait augmenter sa contribution, à hauteur d’un milliard d’euros dans les deux ans, à divers fonds d’aide et invité les Etats membres à faire de même. Sera-t-elle entendue? Dans le projet de conclusions de leur réunion, les dirigeants européens semblaient prêts à s’engager à verser un milliard d’euros supplémentaires aux agences onusiennes. On rappellera par ailleurs, comme l’a fait l’OCDE, qu’au-delà de la question syrienne, seuls quatre Etats membres (Royaume-Uni, Danemark, Luxembourg et Suède) respectaient fin 2014 leur engagement de consacrer 0,7 % de leur PIB à l’aide au développement. Et que les pays les plus pauvres, en particulier ceux d’Afrique subsaharienne d’où proviennent un certain nombre de migrants “économiques”, ont été particulièrement délaissés ces dernières années. **G.T.**

**“Il y a des divergences sur les objectifs et valeurs de l’UE”**

Entretien **Olivier le Bussy**

**P**rofesseur en sciences politiques à l’Université libre de Bruxelles et spécialiste des pays d’Europe centrale et orientale, Jean-Michel De Waele apporte son éclairage sur les tensions que provoque la crise de l’asile entre la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, la Roumanie et, dans une moindre mesure, la Pologne et leurs partenaires européens.

**Ces tensions révèlent-elles un malaise plus large concernant le rapport de ces pays à la construction européenne, dix ans après leur adhésion?**

Il y a effectivement une remise en cause du modèle communautaire et du modèle européen, qui tient à des différences historiques, des besoins socio-économiques différents, etc. On a cru lors de l’adhésion que ces différences s’amenuiseraient, que “l’européanisation” allait se faire. Ce n’est pas le cas pour les pays d’Europe centrale et orientale, mais si l’on prend le contexte global, d’anciens Etats membres, comme la France sous Sarkozy ou les Pays-Bas remettent aussi en cause les objectifs et les valeurs européennes. S’il y a une européanisation, c’est celle des critiques envers l’UE.

**A-t-on surestimé la capacité de ces pays à entrer dans le “moule” européen?**

On savait dès le début qu’il y avait des divergences. Ça a été difficile avec la Pologne dirigée par les Kaczynski, avec la République tchèque, la Hongrie, certains dirigeants roumains et bulgares... Les Etats restent puissants et le rapport à l’Etat-nation reste puissant. Particulièrement dans un contexte de globalisation où les gens cherchent à se raccrocher à quelque chose.

**Y a-t-il eu un malentendu**

**avec ces pays, quant aux objectifs et aux valeurs de l’UE, comme on le constate actuellement avec la crise des réfugiés?**

Ces pays étaient intéressés, quand ils ont rejoint l’Europe, par le grand marché et les fonds structurels. La citoyenneté européenne, ça leur parlait beaucoup moins. Ces visions différentes sur ce qu’est l’Union européenne se marquaient moins parce que l’intégration européenne est avant tout économique. Mais quand on en vient aux valeurs et aux objectifs de l’Union européenne, ces divergences deviennent patentes. Il ne faut pas non plus perdre de vue

que ce sont des Etats jeunes, dont certains ont eu des frontières incertaines et qui n’ont jamais connu d’immigration. Ils ne sont déjà jamais parvenus à intégrer leurs communautés roms, alors leur demander d’accueillir des Syriens et des Irakiens...

**Cette crise risque-t-elle de creuser un fossé entre Etats membres?**

On verra ce qu’il adviendra de cette crise des réfugiés dans trois ou six mois et comment évolueront les opinions publiques. Personne n’avait prévu que la population allemande, qui s’est montrée impitoyable avec la Grèce, allait accueillir des réfugiés et pousser son gouvernement à les accueillir. Il ne faut pas non plus croire qu’il y a une opinion allemande homogène, une opinion belge, une opinion tchèque... Il y a des Polonais qui accueillent des réfugiés et des Belges qui pensent comme (le Premier minis-

tre hongrois) Orban.

**Est-ce que le style populiste et autoritaire de M.Orban inspire ses voisins?**

M. Orban n’a pas d’opposition crédible en face de lui, mais son parti Fidesz a perdu des élections intermédiaires, face à des indépendants et à l’extrême droite du Jobbik. Aussi Orban sait que c’est sur sa droite qu’il a un réservoir électoral. En Pologne, on pourrait assister à une victoire du PiS (ultraconservateur et eurosceptique, Ndlr). Mais notons aussi que trois des quatre pays qui s’opposent à la répartition des réfugiés sont dirigés par des sociaux-démocrates. Oui, M. Orban qui est un vrai danger pour la construction européenne, fait des émules.

**L’Union et les partis paneuropéens doivent-ils sanctionner ces comportements et déclarations?**

C’est quand même frappant de constater que les Européens ont voulu casser [le Premier ministre grec de gauche radicale] Tsipras, qui reste, quoi qu’on pense de lui, un pro-européen, et que, pour M. Orban, qui bafoue toutes les valeurs européennes, il ne se passe rien. Qu’on ne dise pas qu’on ne peut pas prendre des mesures contre lui: on peut suspendre les investissements, les fonds structurels et utiliser l’article 7 du traité de Lisbonne (qui permet de suspendre certains droits d’un Etat membre qui ne respecte pas les valeurs européennes). Si on ne fait rien, comment alors s’étonner de la montée de l’euroscepticisme?

**“Les Européens ont voulu casser Tsipras, mais laissent faire Orban.”**

**JEAN-MICHEL DE WAELE**  
Université libre de Bruxelles.